

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville  
et transmise au représentant de l'Etat  
le 31 décembre 2013

## **CONSEIL DE PARIS**

### **Conseil Municipal**

#### **Extrait du registre des délibérations**

-----

**Séance des 16, 17 et 18 décembre 2013**

**2013 DF 76-1°** Budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2014.

**M. Bernard GAUDILLERE, rapporteur.**

-----

#### **Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil Municipal,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son article 44 ;

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment deuxième partie, le Livre III « Finances communales », Titre 1<sup>er</sup> « Budgets et comptes », chapitre II « adoption du budget », article L. 2312-2 et L. 2312-3 ;

Vu la délibération du 24 mars 1997 optant pour le vote par nature ;

Après consultation de la conférence de programmation des équipements prévue à l'article L 2511-36 du Code général des Collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 3 décembre 2013, par lequel M. le Maire de Paris soumet à son approbation le projet de budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2014 ;

Sur le rapport présenté par Monsieur Bernard GAUDILLERE, au nom de la 1<sup>ère</sup> Commission,

Délibère :

Article 1 : Le budget d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2014 est arrêté comme suit :

- à la somme de 7 696 852 819,90 € en ce qui concerne les autorisations de programme, selon l'état annexé (récapitulation générale des autorisations de programme en dépenses et en recettes) ;

- à la somme de 1 953 908 743 € en recettes et en dépenses en ce qui concerne les crédits de paiement, selon l'état annexé (vue d'ensemble de la section d'investissement).

Article 2 : Monsieur le Maire de Paris est autorisé à constituer une provision pour risques et charges en application de l'article R.2321-2 du CGCT.

Article 3 : Monsieur le Maire de Paris est autorisé à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

Article 4 : Pour assurer l'équilibre du budget d'investissement de 2014, Monsieur le Maire de Paris reçoit la délégation du Conseil de Paris d'une part pour réaliser, en une ou plusieurs fois, sur le marché national ou sur les marchés internationaux, un emprunt d'un montant maximum de 482 996 920,00 € ou d'un montant équivalent dans d'autres devises et d'autre part pour procéder aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts et notamment la possibilité de réaménager ou rembourser par anticipation partiellement ou totalement la dette existante et à venir et de passer à cet effet les actes nécessaires.

La Ville de Paris pourra choisir d'emprunter :

- soit directement auprès des banques ;
- soit via des émissions obligataires en dehors ou dans le cadre d'un programme d'émission de titres EMTN (Euro Medium Term Notes) ;
- soit sous forme de placements privés n'ayant pas le format obligataire

Cet emprunt pourra être réalisé sous réserve des dispositions suivantes :

- le droit applicable au contrat d'emprunt sera celui de l'un des Etats membres de l'Union européenne;
- durée maximale de l'emprunt : 40 ans ;
- taux appliqué : taux fixe ou taux révisable ; en cas d'application de taux révisables, les intérêts pourront être calculés sur la base des index de référence suivants : TEC5, TEC 10, Euribor 1, 3, 6, 9 ou 12 mois, TAG 1, 3, 6, 9 ou 12 mois, TAM, T4M, EONIA, OAT, OATi, OATei, livret A, inflation française ou européenne, ou tout autre Index de référence communément utilisé par les marchés financiers. Les index révisables de référence ne pourront être majorés d'une marge supérieure à 300 points de base ;
- en cas de taux fixe, le taux effectif global sera inférieur à 8% ;
- amortissement : l'emprunt pourra être in fine ou amortissable selon une structure définie par le contrat. L'emprunt pourra éventuellement être assorti d'un différé d'amortissement ;
- les frais et commissions bancaires pour chaque emprunt conclu auprès d'une banque ne devront pas être supérieurs à 1% du capital restant dû chaque année de l'emprunt (dans le cas de frais et commissions applicables chaque année sur toute la durée de l'emprunt, ils pourront être versés en une seule fois mais devront être actualisés) ;
- les frais et commissions bancaires pour chaque émission obligataire conclue en dehors ou au sein d'un programme EMTN ne devront pas être supérieurs à 1% du capital restant dû chaque année de l'émission obligataire (dans le cas de frais et commissions applicables chaque année sur toute la durée de l'émission, ils pourront être versés en une seule fois mais devront être actualisés) ;
- les frais autres que frais et commissions bancaires (frais de notation, honoraires d'avocats, honoraires de conseils, frais de documentation légale, prospectus, frais d'impressions, redevances de bourses, frais de listing, frais de service financier, etc...) pour chaque émission obligataire conclue ne devront pas être supérieurs à 1% du capital restant dû chaque année de l'émission obligataire (dans le

cas de frais applicables chaque année sur toute la durée de l'émission, ils pourront être versés en une seule fois mais devront être actualisés).

Monsieur le Maire est autorisé à effectuer les mises à jour du programme EMTN au fil de l'eau en tant que de besoin.

Monsieur le Maire de Paris est autorisé, en ce qui concerne les mises à jour du programme EMTN, les emprunts et les émissions obligataires à réaliser en 2014 ainsi que pour tous les actes subséquents nécessaires à l'adaptation de leurs modalités ou des emprunts précédemment conclus (y compris les réaménagements et les remboursements par anticipation totaux ou partiels), à déléguer sa signature au Directeur des Finances, au Directeur adjoint des Finances, au Sous-directeur du Budget et au Chef du Bureau F7-Gestion financière de la Ville de Paris.

Missions	Libellés	Autorisations de programme (stock net après BP 2014)	
		Dépenses	Recettes
01000	Cabinet du Maire	40 582,65	0,00
02000	Secrétariat général	20 398 915,59	7 639 247,00
03000	Inspection générale	28 848,29	8 582,00
04000	Sécrétariat général du Conseil de Paris	200 409,35	0,00
05000	Systèmes et technologies de l'information	6 071 530,99	0,00
06000	Information et communication	227 113,08	0,00
08000	Prévention et protection	1 239 484,32	4 414,20
09000	Affaires juridiques	305 372,12	0,00
10000	Ressources humaines	1 669 374,85	0,00
12000	Achats	230 000,00	0,00
13000	Immobilier, logistique et transports	89 864 166,82	252 041,93
14000	Usagers, citoyens et territoires	6 528 609,90	0,00
15000	Politique de la ville et de l'intégration	589 768,06	0,00
21000	Patrimoine et architecture	1 139 895 290,32	641 425 364,11
23000	Espaces verts et environnement	168 665 751,56	9 989 551,95
30000	Familles et petite enfance	302 772 133,25	2 828 395,00
34000	Action sociale, enfance et santé	842 358,52	0,00
40000	Affaires culturelles	334 559 795,43	39 977 021,22
50000	Finances (services financiers communs)	31 803 117,73	188 000 000,00
51000	Finances	114 687 532,15	114 000 000,00
55000	Développement économique, emploi et enseignement supérieur	73 242 099,41	213 567,00
60000	Urbanisme	268 805 517,43	137 633 219,51
61000	Voirie et déplacements	860 552 248,41	179 309 947,39
64000	Propreté et eau	184 228 689,11	5 081 955,84
65000	Logement et habitat	17 164 385,38	158 263,92
80000	Affaires scolaires	418 529 818,29	12 243 951,00
88000	Jeunesse et sports	403 340 360,68	34 665 693,93
<b>MISSIONS ORGANIQUES</b>		<b>4 446 483 273,69</b>	<b>1 373 431 216,00</b>
90000	Dons et legs	5 038 269,17	5 567 128,45
90001	Etudes	24 869 640,52	9 719 463,68
90002	Grands projets de rénovation urbaine	176 107 517,89	42 119 103,46
90003	Action en faveur des personnes handicapées	12 450 462,10	3 094 200,00
90004	Opérations sous mandat	27 495 378,41	28 383 373,56
90005	Schéma directeur informatique	72 010 328,07	200 000,00
90006	Compte foncier	1 015 419 028,04	1 418 830 449,80
90007	Avances de trésorerie	3 600 000,00	114 570 000,00
90010	Subventions d'équipement	1 903 665 371,31	40 000,00
90011	Avances sur marchés	9 713 550,70	5 280 542,00
<b>MISSIONS TRANSVERSALES</b>		<b>3 250 369 546,21</b>	<b>1 627 804 260,95</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>7 696 852 819,90</b>	<b>3 001 235 476,95</b>

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET PRIMITIF
<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>		<b>II</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b>		<b>A3</b>

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du Maire	VOTE de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = II + III
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)	22 067 388,00		14 421 906,00	14 421 906,00	14 421 906,00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	412 850 336,00		351 450 357,00	353 950 357,00	353 950 357,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	225 040 507,00		293 179 626,00	302 929 626,00	302 929 626,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	760 786 749,00		614 461 049,00	615 211 049,00	615 211 049,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>1 420 744 980,00</b>		<b>1 273 512 938,00</b>	<b>1 286 512 938,00</b>	<b>1 286 512 938,00</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	10 000,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	20 000,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	429 363 340,00		298 894 176,00	298 894 176,00	298 894 176,00
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	1 500 000,00		750 000,00	750 000,00	750 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	25 550 000,00		22 490 000,00	23 490 000,00	23 490 000,00
020	DEPENSES IMPREVUES	1 400 000,00		1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>457 843 340,00</b>		<b>323 664 176,00</b>	<b>324 664 176,00</b>	<b>324 664 176,00</b>
45...1	TOTAL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (8)	16 902 657,00		13 973 821,00	13 973 821,00	13 973 821,00
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>1 895 490 977,00</b>		<b>1 611 150 935,00</b>	<b>1 625 150 935,00</b>	<b>1 625 150 935,00</b>
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)	4 460 000,00		3 460 000,00	3 460 000,00	3 460 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (4)	282 021 196,00		325 297 808,00	325 297 808,00	325 297 808,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>286 481 196,00</b>		<b>328 757 808,00</b>	<b>328 757 808,00</b>	<b>328 757 808,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>2 181 972 173,00</b>		<b>1 939 908 743,00</b>	<b>1 953 908 743,00</b>	<b>1 953 908 743,00</b>
+						
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF OU ANTICIPE (1)						=
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>						<b>1 953 908 743,00</b>

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du Maire	VOTE de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = II + III
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (hors 138)	54 255 037,00		190 008 902,00	190 008 902,00	190 008 902,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	1 013 426 926,00		548 796 920,00	582 996 920,00	582 996 920,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	550 000,00		7 519 125,00	7 519 125,00	7 519 125,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>1 068 231 963,00</b>		<b>746 324 947,00</b>	<b>780 524 947,00</b>	<b>780 524 947,00</b>
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)	157 500 000,00		162 497 249,00	162 497 249,00	162 497 249,00
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS REÇUS	50 000,00		50 000,00	50 000,00	50 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	61 222 629,00		114 830 463,00	114 830 463,00	114 830 463,00
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	175 000 000,00		141 500 000,00	141 500 000,00	141 500 000,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>393 772 629,00</b>		<b>418 877 712,00</b>	<b>418 877 712,00</b>	<b>418 877 712,00</b>
45...2	TOTAL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (8)	3 737 345,00		2 193 127,00	2 193 127,00	2 193 127,00
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>1 465 741 937,00</b>		<b>1 167 395 786,00</b>	<b>1 201 595 786,00</b>	<b>1 201 595 786,00</b>
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (4)	97 312 555,00		117 041 546,00	96 841 546,00	96 841 546,00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)	336 896 485,00		330 173 603,00	330 173 603,00	330 173 603,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (4)	282 021 196,00		325 297 808,00	325 297 808,00	325 297 808,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>716 230 236,00</b>		<b>772 512 957,00</b>	<b>752 312 957,00</b>	<b>752 312 957,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>2 181 972 173,00</b>		<b>1 939 908 743,00</b>	<b>1 953 908 743,00</b>	<b>1 953 908 743,00</b>
+						
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)						=
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>						<b>1 953 908 743,00</b>

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.	<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)</b>	<b>423 555 149,00</b>
---	--	-----------------------

- 1) Cf. Modalités de vote I-B.  
2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).  
3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.  
4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.  
5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.  
6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.  
7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.  
8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).  
9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.  
10) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021+ RI 040 - DI 040.

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET PRIMITIF
IV - ANNEXES		IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION		A1

Chap (1)	Libellé	Non ventilable 01	0 Services généraux des administrations (sauf 01)	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement et formation	3 Culture	4 Sports et jeunesse
<b>INVESTISSEMENT</b>							
<b>DEPENSES</b>							
	<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>323 970 940,00</b>	<b>665 785 038,00</b>	<b>1 451 411,00</b>	<b>93 298 017,00</b>	<b>80 462 372,00</b>	<b>73 908 855,00</b>
	<b>Dépenses réelles</b>	<b>304 390 940,00</b>	<b>364 585 038,00</b>	<b>1 451 411,00</b>	<b>93 298 017,00</b>	<b>72 484 564,00</b>	<b>73 908 855,00</b>
010	STOCKS (REGROUPEMENT DES COMPTES 31, 33, 35)						
020	DEPENSES IMPREVUES	1 500 000,00					
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES						
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT						
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	297 124 698,00	54 000,00		1 665 478,00		
18	COMPTE DE LIAISON AFFECTATION (BA, REGIES)						
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	750 000,00	5 428 883,00		2 553 240,00	488 900,00	755 883,00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES		31 720 555,00		3 610 000,00	13 854 802,00	63 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 250 000,00	126 845 984,00	371 743,00	5 236 890,00	9 028 000,00	4 968 329,00
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION						
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 266 242,00	199 362 489,00	179 668,00	69 168 759,00	49 112 862,00	68 121 643,00
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	750 000,00					
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	750 000,00	100 000,00				
	<b>Opérations d'équipement</b>						
	<b>Opérations pour compte de tiers</b>		1 073 127,00	900 000,00	11 063 650,00		
	<b>Dépenses d'ordre</b>	<b>19 580 000,00</b>	<b>301 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 977 808,00</b>	<b>0,00</b>
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 460 000,00					
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	16 120 000,00	301 200 000,00			7 977 808,00	
	<b>Restes à réaliser - reports dépenses</b>						
<b>RECETTES</b>							
	<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>1 186 934 724,00</b>	<b>418 353 127,00</b>	<b>900 000,00</b>	<b>500 000,00</b>	<b>20 526 876,00</b>	<b>1 190 000,00</b>
	<b>Recettes réelles</b>	<b>743 799 575,00</b>	<b>117 153 127,00</b>	<b>900 000,00</b>	<b>500 000,00</b>	<b>12 549 068,00</b>	<b>1 190 000,00</b>
010	STOCKS (REGROUPEMENT DES COMPTES 31, 33, 35)						
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS						
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	160 800 000,00				1 697 249,00	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		115 580 000,00			2 374 011,00	690 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	582 996 920,00					
18	COMPTE DE LIAISON AFFECTATION (BA, REGIES)						
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES						
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
22	IMMOBILISATIONS REÇUES EN AFFECTATION						
23	IMMOBILISATIONS EN COURS		500 000,00		500 000,00	500 000,00	500 000,00
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS						
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 655,00				7 977 808,00	
45	<b>Opérations pour compte de tiers</b>		1 073 127,00	900 000,00			
	<b>Recettes d'ordre</b>	<b>443 135 149,00</b>	<b>301 200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 977 808,00</b>	<b>0,00</b>
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	96 841 546,00					
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	330 173 603,00					
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	16 120 000,00	301 200 000,00			7 977 808,00	
	<b>Restes à réaliser - reports recettes</b>						
	<b>SOLDE</b>	<b>862 963 784,00</b>	<b>-247 431 911,00</b>	<b>-551 411,00</b>	<b>-92 798 017,00</b>	<b>-59 935 496,00</b>	<b>-72 718 855,00</b>

VILLE DE PARIS	BUDGET PRINCIPAL	BUDGET PRIMITIF
<b>IV - ANNEXES</b>		<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>		<b>A1</b>
<b>PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION</b>		

5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagements et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL	Chap (1)
<b>INVESTISSEMENT</b>						
<b>DEPENSES</b>						
3 932 644,00	50 520 000,00	267 765 000,00	389 139 466,00	3 675 000,00	1 953 908 743,00	
3 932 644,00	50 520 000,00	267 765 000,00	389 139 466,00	3 675 000,00	1 625 150 935,00	
					0,00	010
					1 500 000,00	020
			10 000,00		10 000,00	10
			20 000,00		20 000,00	13
		50 000,00			298 894 176,00	16
					0,00	18
	280 000,00		4 165 000,00		14 421 906,00	20
	4 350 000,00	265 000 000,00	35 132 000,00	220 000,00	353 950 357,00	204
	1 490 000,00	15 000,00	153 703 680,00	20 000,00	302 929 626,00	21
					0,00	22
3 500 000,00	44 265 600,00	2 700 000,00	174 098 786,00	2 435 000,00	615 211 049,00	23
					750 000,00	26
			21 640 000,00	1 000 000,00	23 490 000,00	27
					0,00	
					0,00	
432 644,00	134 400,00		370 000,00		13 973 821,00	45
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 757 808,00	
					3 460 000,00	040
					325 297 808,00	041
<b>RECETTES</b>						
0,00	3 925 200,00	650 000,00	320 368 816,00	560 000,00	1 953 908 743,00	
0,00	3 925 200,00	650 000,00	320 368 816,00	560 000,00	1 201 595 786,00	
					0,00	010
			141 500 000,00		141 500 000,00	024
					162 497 249,00	10
	3 425 200,00		67 939 691,00		190 008 902,00	13
		50 000,00			583 046 920,00	16
					0,00	18
					0,00	20
					0,00	204
					0,00	21
					0,00	22
	500 000,00		5 019 125,00		7 519 125,00	23
					0,00	26
		600 000,00	105 690 000,00	560 000,00	114 830 463,00	27
			220 000,00		2 193 127,00	45
0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	752 312 957,00	
					96 841 546,00	021
					330 173 603,00	040
					325 297 808,00	041
-3 932 644,00	-46 594 800,00	-267 115 000,00	-68 770 650,00	-3 115 000,00	0,00	